

Perspectives

Apéridotique – n°22/080 – 4 mars 2022

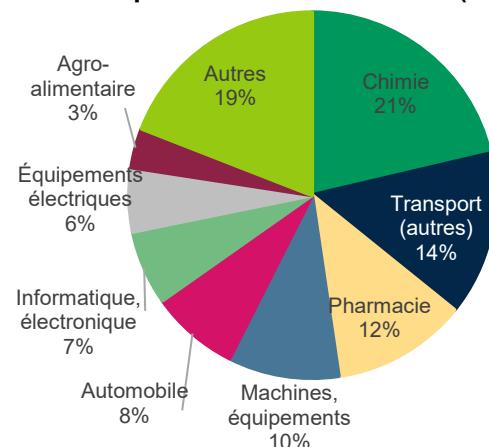
FRANCE – Les relations commerciales avec la Russie et l'Ukraine, état des lieux et risques potentiels

- La Russie est la destination de seulement 1% des exportations françaises en biens.**
- Les exportations françaises vers la Russie sont diversifiées. Même pour les principaux secteurs exportateurs, la Russie ne représente qu'une faible part du total des exportations de ces secteurs. L'arrêt, même total, des relations commerciales avec la Russie n'aurait ainsi qu'un impact direct limité sur l'industrie en France.**
- Certaines entreprises très implantées en Russie pourraient en revanche davantage subir les sanctions mises en place contre le pays. La France a reçu 2,7 Mds€ de revenus d'IDE (investissements directs étrangers) grâce à ses investissements en Russie.**
- Les importations françaises en provenance de Russie sont très concentrées sur les hydrocarbures et les dérivés du pétrole. Cependant, la dépendance de la France à la Russie est moindre que chez certains de nos voisins grâce à une meilleure diversification des approvisionnements notamment pour le gaz naturel et grâce à son mix énergétique.**
- Si l'Ukraine ne reçoit qu'une infime partie des exportations françaises (0,2%) et représente environ 0,1% des importations françaises, elle reste un important exportateur de céréales et oléagineux au niveau mondial, au même titre que la Russie. Ces deux pays exportent également des minéraux et métaux.**
- Ainsi, si les impacts commerciaux directs sur l'économie française devraient être limités, la guerre en Ukraine va entraîner des pressions inflationnistes supplémentaires via ses impacts sur les prix des matières premières et via la perturbation des chaînes de valeur dans l'industrie et le secteur agricole.**

Des exportations relativement faibles et diversifiées

En 2019, la France a exporté 5,6 Mds€ de biens vers la Russie qui est ainsi la destination de 1,1% des exportations de biens de la France. La Russie ne figure donc pas parmi les principaux partenaires commerciaux de l'Hexagone. En outre, les exportations françaises vers la Russie sont relativement diversifiées. Les produits chimiques représentent 21% des exportations françaises vers la Russie, suivis par les matériels de transport hors-auto (14%) et les produits pharmaceutiques.

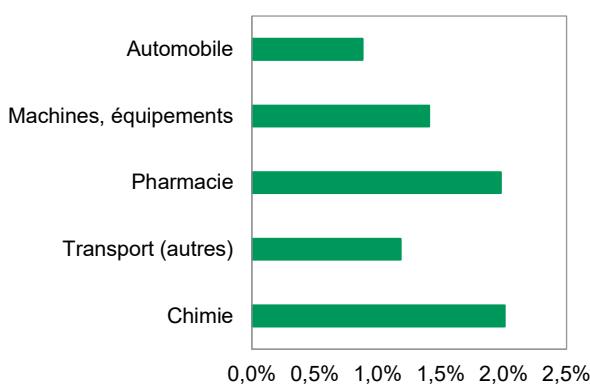
Exportations vers la Russie (2019)



Sources : Douanes, Crédit Agricole SA ECO

Par ailleurs, même pour les principaux secteurs exportateurs, la Russie n'est pas un marché décisif et les débouchés sont bien plus variés. Pour l'industrie chimique par exemple, la Russie ne représente que 2% du total des exportations du secteur, loin derrière l'Allemagne, premier partenaire avec 14%.

Part de la Russie dans les exportations du secteur (2019)



Sources : Douanes, Crédit Agricole SA ECO

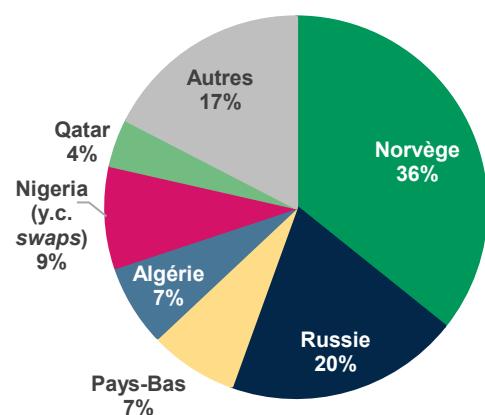
Les conséquences économiques directes liées à un fort repli ou à une rupture des relations commerciales avec la Russie (compte tenu des sanctions mises en place) n'auront donc qu'un impact assez faible sur la demande adressée à l'industrie française.

En revanche, certaines entreprises françaises sont directement implantées en Russie ce qui pourrait avoir un impact sur leurs profits. En France, les IDE ont rapporté 88,5 Mds€ en 2019 (les revenus nets des IDE s'élèvent à 54,5 Mds€). 3% de ces revenus provenaient de Russie soit 2,7 Mds€, une part assez faible par rapport aux revenus d'IDE en provenance de nos principaux partenaires commerciaux (13,5 Mds€ de Belgique, 8,3 Mds€ du Royaume-Uni, ...) mais qui pourrait toucher certaines entreprises françaises largement implantées en Russie. En outre, la perte de ces revenus sera difficilement compensée par une baisse des revenus des IDE russes en France, étant donné que la position extérieure nette de la France en Russie est largement excédentaire.

Des importations concentrées sur les hydrocarbures et produits raffinés et des impacts sur les prix

Si la Russie ne représente que 1,5% des importations françaises en 2019, 43% de nos importations de Russie concernent les hydrocarbures et notamment le gaz naturel, à cela viennent s'ajouter 35% de produits de la cokéfaction et du raffinage de pétrole. Cependant, notre dépendance aux importations russes de gaz est moins forte que chez nos voisins européens. En effet, la France importe 40% de son gaz naturel de Norvège, la Russie n'étant que le deuxième fournisseur avec environ 20% de nos importations. Viennent ensuite le Nigeria, les Pays-Bas et l'Algérie dont la part dans les importations françaises de gaz naturel a diminué depuis les années 2000.

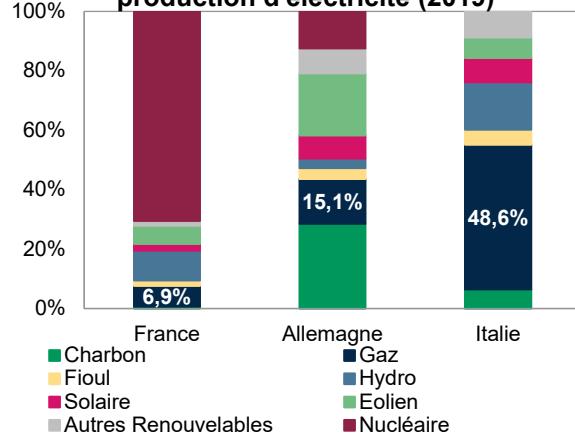
Importations de gaz naturel (2019)



Sources : SDES, Crédit Agricole SA ECO

À titre de comparaison, 40% du gaz importé par l'Italie est en provenance de Russie, une part qui monte à 50% en Allemagne. De plus, du fait de son mix énergétique, avec un secteur nucléaire particulièrement développé, la France est moins dépendante du gaz naturel pour produire de l'électricité que ses voisins.

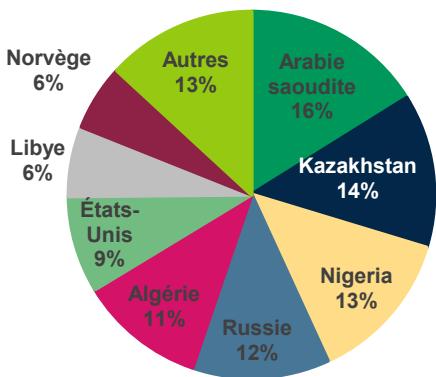
Part des différentes sources dans la production d'électricité (2019)



Sources : OWID, Crédit Agricole SA ECO

Pareillement, même si la Russie représente autour de 12% des importations de pétrole en France, l'approvisionnement est assez diversifié. Il en va de même pour les produits issus du raffinage du pétrole comme les carburants. Pour ces produits, la Russie est le premier fournisseur de la France mais sa part de marché est de 13%, juste devant l'Arabie saoudite à 12,5% et plusieurs pays autour de 10% selon les données des douanes.

Importations de pétrole (2019)



Sources : Douanes, Crédit Agricole SA ECO

En revanche, si le risque de pénurie en France est faible grâce à la diversification de nos importations, la guerre en Ukraine aura un impact significatif sur les prix.

La hausse des prix du pétrole va se répercuter sur les prix des carburants tandis que la hausse des prix du gaz impacte directement la formation des prix de l'électricité sur les marchés européens comme nous le décrivions dans une [note récente](#). Les prix de l'énergie, qui représente environ 9% du panier de consommation des ménages, mais avec d'importantes disparités selon le lieu de résidence, devraient donc continuer à augmenter. Notons toutefois que les prix à la consommation du gaz et de l'électricité ont été gelés par le gouvernement jusqu'au mois de juin et que le ministre de l'Économie a ouvert la porte à une prolongation du dispositif jusqu'à la fin d'année 2022. L'impact sur les consommateurs serait alors limité mais un effet de second tour aurait lieu sur le prix des biens fabriqués.

Si l'Ukraine ne représente qu'une faible part des échanges extérieurs de la France (environ 0,2% des exportations et 0,1% des importations), elle est parfois surnommée le « grenier à grain de l'Europe » et les produits agricoles (huiles, en particulier huile de tournesol, céréales et oléagineux) représentent plus de 40% de ses

exportations (et 70% de ses exportations vers la France). La Russie est également un exportateur important de blé au niveau mondial. Cependant, la France est un exportateur net de céréales et en importe ainsi très peu (0,3% du total des importations en biens). La baisse des échanges avec ces deux pays ne devrait ainsi pas causer de pénuries directes en France mais la baisse de l'offre crée des pressions inflationnistes sur les marchés mondiaux. Les cours du blé et d'autres matières premières alimentaires se sont envolés depuis l'invasion russe en Ukraine ce qui pourrait se répercuter sur les prix du secteur agro-alimentaire.

De la même manière, ces pays exportent des métaux et minerais qui se retrouvent ensuite dans les biens manufacturés consommés en France. Les cours de l'acier et de l'aluminium ont fortement augmenté ce qui pourrait être répercute par les industriels sur les prix de vente et entraînerait une hausse des prix des biens manufacturés dans les prochains mois.

Enfin, des effets indirects pourraient perturber certaines chaînes de valeurs avec à la clé de nouveaux impacts sur les prix et sur la demande. Ce choc affecte l'ensemble des pays européens, certains de nos voisins comme l'Allemagne sont des partenaires commerciaux plus importants de la Russie et une baisse de l'activité en Allemagne aurait des répercussions négatives sur la demande adressée à la France. Toutefois, par effet de substitution, certains secteurs pourraient bénéficier de la moindre concurrence en provenance de Russie pour se développer ou pour profiter de la hausse des cours, notamment pour les producteurs céréaliers malgré la hausse du prix des engrains (tandis que les éleveurs subiront ces hausses).

À ce stade, l'impact direct via le commerce extérieur sur l'économie française devrait rester relativement mesuré même si les conséquences inflationnistes du conflit sont négatives pour la croissance. En cas d'aggravation du conflit et de durcissement des sanctions, par exemple en cas d'arrêt total des importations de pétrole et de gaz, l'effet sur l'activité et l'inflation pourrait être nettement plus marqué. ■

Consultez nos dernières parutions en accès libre sur Internet :

Date	Titre	Thème
02/03/2022	L'OBSERVATOIRE financier des entreprises agroalimentaires	Agri-agro
02/03/2022	Thaïlande – Un peu d'espoir	Asie
01/03/2022	Maroc – La pire sécheresse depuis trente ans et ses conséquences économiques	Afrique du Nord
28/02/2022	Italie – Guerre en Ukraine et inflation	Italie
25/02/2022	Allemagne – Conjoncture : PIB au T4-2021	Allemagne
25/02/2022	Monde – L'actualité de la semaine	Monde
24/02/2022	L'ADN au secours de la donnée	DeepTech
23/02/2022	Iran – Où en est l'économie à la veille des résultats des pourparlers de Vienne ?	Moyen-Orient
23/02/2022	Europe – L'Allemagne à la table des faux-semblants ?	Allemagne
22/02/2022	Pérou – À un pitoyable spectacle politique s'oppose une économie "résiliente"	Amérique latine
22/02/2022	Avenir de l'Europe - Les politiques macro-prudentielles	Europe
22/02/2022	Asie – Singapour peut-elle s'imposer comme une alternative crédible à Hong Kong ?	Asie
18/02/2022	Monde - L'actualité de la semaine	Monde
17/02/2022	L'Europe vote Mattarella	Italie

Crédit Agricole S.A. — Études Économiques Groupe

12 place des Etats-Unis – 92127 Montrouge Cedex

Directeur de la Publication : Isabelle Job-Bazille - **Rédacteur en chef :** Armelle Sarda

Documentation : Dominique Petit - **Statistiques :** Robin Mourier, Alexis Mayer

Secrétariat de rédaction : Christine Chabenet

Contact: publication.eco@credit-agricole-sa.fr

Consultez et abonnez-vous gratuitement à nos publications sur :

Intranet : <https://portaileco.ca-sa.adsi.credit-agricole.fr/>

Internet : <http://etudes-economiques.credit-agricole.com>

iPad : application [Etudes ECO](#) disponible sur l'App store

Androïd : application [Etudes ECO](#) disponible sur Google Play

Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse Régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse Régionale, ne sauraient donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.